

Le financement de la sortie de crise dans le Sud*

J. Ann ZAMMIT

Résumé

1. Le Sud est dans une crise très grave de développement.
2. Pour renverser la situation, il est indispensable d'avoir des taux de croissance plus élevés.
3. La faiblesse de l'épargne domestique dans le Sud souligne le besoin de hauts niveaux de financement externe.
4. Les flux de capitaux privés ne sont pas des substituts efficaces aux flux officiels pour la plupart des pays en développement.
5. De nouvelles initiatives plus radicales sont nécessaires pour fournir le financement, entre autres : l'abandon de la dette, une nouvelle émission de DTS (Droits de Tirage Spéciaux), des niveaux plus élevés de flux à taux préférentiels.
6. Cette injection de liquidités dans le Sud entraînerait aussi des avantages pour le Nord en créant un stimulant, très nécessaire, à la demande mondiale.
7. Une nouvelle approche de la politique macro-économique, nationale et globale — des politiques postérieures au consensus de Washington, et des réformes importantes du système financier international — est nécessaire pour faciliter ces nouveaux efforts de financement et une croissance qui réduise la pauvreté.

1 – La crise dans le Sud

Comparés à l'âge d'or des trois décennies précédentes, la croissance et les niveaux de vie ont subi un important recul dans de nombreux pays en développement depuis le début de 1980. La crise en Asie a entraîné un recul désastreux dans les pays concernés, et mis fin à la croissance qui venait de réapparaître ailleurs.

En fait, en 1998, pour la première fois depuis longtemps, la croissance dans le monde développé a été supérieure à celle du Sud. Si ceci se poursuit, l'écart croissant entre le Nord et le Sud deviendra encore plus grand.

Pour réduire la pauvreté dans les pays en développement, le PNUD estime qu'au minimum un taux de croissance annuel régulier de 3 % est nécessaire dans le Sud. Le taux de croissance de l'Afrique Sub-Saharienne est de 2,6 % actuellement : ceci empêche tout juste une diminution du PNB par tête.

Bien plus, pour que la pauvreté se réduise de manière significative, il faut atteindre dans la région un taux de croissance de 7 à 8 %. Ceci implique un niveau d'investissement supérieur à 40 % du PIB au moins sur la longue période. Etant donné que le taux d'épargne en Afrique Sub-Saharienne est seulement de l'ordre de 14 %, on en conclut que le financement externe nécessaire est au moins de 26 % du PIB.

2 – Comment combler cet écart ?

Traditionnellement, le financement étranger était fourni par l'Aide Publique au Développement, bilatérale et multilatérale, l'objectif étant d'atteindre 0,7 % du PNB des donateurs.

Le niveau effectif (calculé sur les estimations les plus favorables) n'est maintenant que de 0,2 % du PNB, et les flux vers les pays en développement déclinent, y compris en Afrique, le continent qui a les plus grands besoins en flux de capitaux publics.

On prétend souvent que ceci n'est pas vraiment préoccupant, les flux de capitaux privés pouvant faire la différence et étant plus productifs. On encourage donc les pays en développement à faire le nécessaire pour encourager et faciliter des entrées plus importantes de capitaux privés, afin d'échapper ainsi à la « dépendance de l'aide ».

Du point de vue d'un pays en développement, cette politique n'est ni raisonnable, ni réalisable, en particulier pour ce qui est des pays en

* Ce texte a été présenté à la 11^{ème} Conférence François Perroux, le 16 juin 1999.

développement les plus pauvres, tels que ceux de l'Afrique Sub-Saharienne. Ceci tient à deux ensembles de raisons :

1 – Il y a des risques sérieux et des inconvénients encore plus grands en ce qui concerne les diverses formes de capitaux privés, entre autres, les prêts privés, l'investissement de portefeuille et l'IDE.

2 – La situation de beaucoup de pays en développement, en particulier les plus pauvres, n'attire pas le capital privé étranger en général.

Il est peu probable que l'Afrique Sub-Saharienne puisse recevoir des *prêts privés* tant que sa dette demeure aussi élevée, et que l'instabilité politique et économique se maintient.

L'*Investissement de portefeuille* se caractérise par son instabilité : il est volatil, « court-termiste », sujet à d'imprévisibles retournements de situations, qui ont des effets macro-économiques désastreux. On ne peut donc l'encourager.

L'*Investissement Direct à l'Etranger*, dans le contexte d'un système financier libéralisé, présente des risques potentiels pour la gestion macro-économique ; les pays en développement ont besoin d'adopter une attitude de grand discernement quant au niveau, à l'ordre et à la composition de l'IDE.

Le schéma courant des flux de capitaux privés vers le Sud montre clairement que les pays en développement les plus pauvres ne peuvent attendre des entrées substantielles de capitaux, même si ceux-ci semblaient appropriés. Les facteurs qui expliquent leur répartition selon les régions et les pays montrent clairement que les pays de l'Afrique Sub-Saharienne, par exemple, ont énormément à faire pour créer les conditions qui les rendraient plus attractifs au capital privé. A l'évidence, cependant, le degré de libéralisation du régime d'investissement, et la générosité des incitations à l'investissement ne sont pas les facteurs décisifs.

La conclusion à tirer de cette analyse est que « le laisser au jeu du marché » n'est pas une approche responsable pour traiter de la crise du développement qui affecte à la fois les pays afri-

cains et ailleurs la plupart des pays en développement.

3 – Autres sources de financement

La réponse aux besoins de financement du Sud se trouve ailleurs, en particulier dans :

1 – Avoir le courage d'annuler la dette ;

2 – Une nouvelle allocation de Droits de Tirage Spéciaux ;

3 – Davantage de financement régulier à conditions préférentielles, et à partir de nouvelles sources.

L'analyse des mesures requises pour avancer dans chacune de ces trois directions montre que l'on n'obtiendra les niveaux élevés de financement nécessaires pour promouvoir au Sud une croissance généralisée, la stabilité économique et le développement social, que si l'on opère des changements majeurs de politique. Ceci implique de construire un consensus post-Washington dans le domaine de la politique économique et des évolutions décisives dans le système financier international.

Le système d'extension illimitée de flux internationaux de capitaux sans aucun contrôle présente deux effets particulièrement pernicioeux :

– *D'une part*, les flux de capitaux sont pervers : les pays qui en ont le moins besoin prennent la part du lion, ceux qui en ont le plus besoin en obtiennent trop peu, surtout s'il s'agit de flux dont les termes et les conditions sont les plus appropriés.

– *D'autre part*, dans un système de flux de capitaux incontrôlés, les crises financières sont endémiques, elles entraînent de plus en plus fréquemment des désastres économiques et sociaux à l'échelle mondiale.

Le système international actuel empêche les pays en développement de faire entendre leur propre voix chaque fois qu'il s'agit de définir les politiques internationales dans le domaine des finances et de tout ce qui en dépend.

Les questions financières et celles qui leur sont liées doivent être traitées comme des questions d'urgence. La question essentielle est de

savoir si la Banque Mondiale est décidée à s'opposer aux pressions permanentes pour libéraliser toujours davantage le système financier global, en particulier les pressions du secteur des services financiers, et à ajouter tout son poids aux demandes pour corriger les défauts majeurs du système et ceux des structures et des processus de gouvernance globale.

Au lieu d'un effort multilatéral concerté pour construire un nouveau système financier international (son « architecture » selon le terme souvent employé), le G7 et le FMI semblent s'en prendre à ce qui, selon l'expression du Wall Street Journal, est davantage des « réparations de plomberie que la construction d'une nouvelle architecture ». Mais, pour les pays en développe-

ment, une « nouvelle architecture » est essentielle ; elle doit permettre, entre autres choses, de mettre en œuvre des politiques qui :

- fourniraient une allocation plus efficiente et plus juste des ressources financières du monde ;
- permettraient aux pays en développement de choisir le rythme et la manière dont ils veulent s'intégrer à l'économie internationale ;
- seraient plus actives dans la prévention des crises financières et minimiseraient leurs conséquences économiques et sociales lorsqu'elles surviennent ;
- conduiraient à élever le niveau de la demande mondiale.

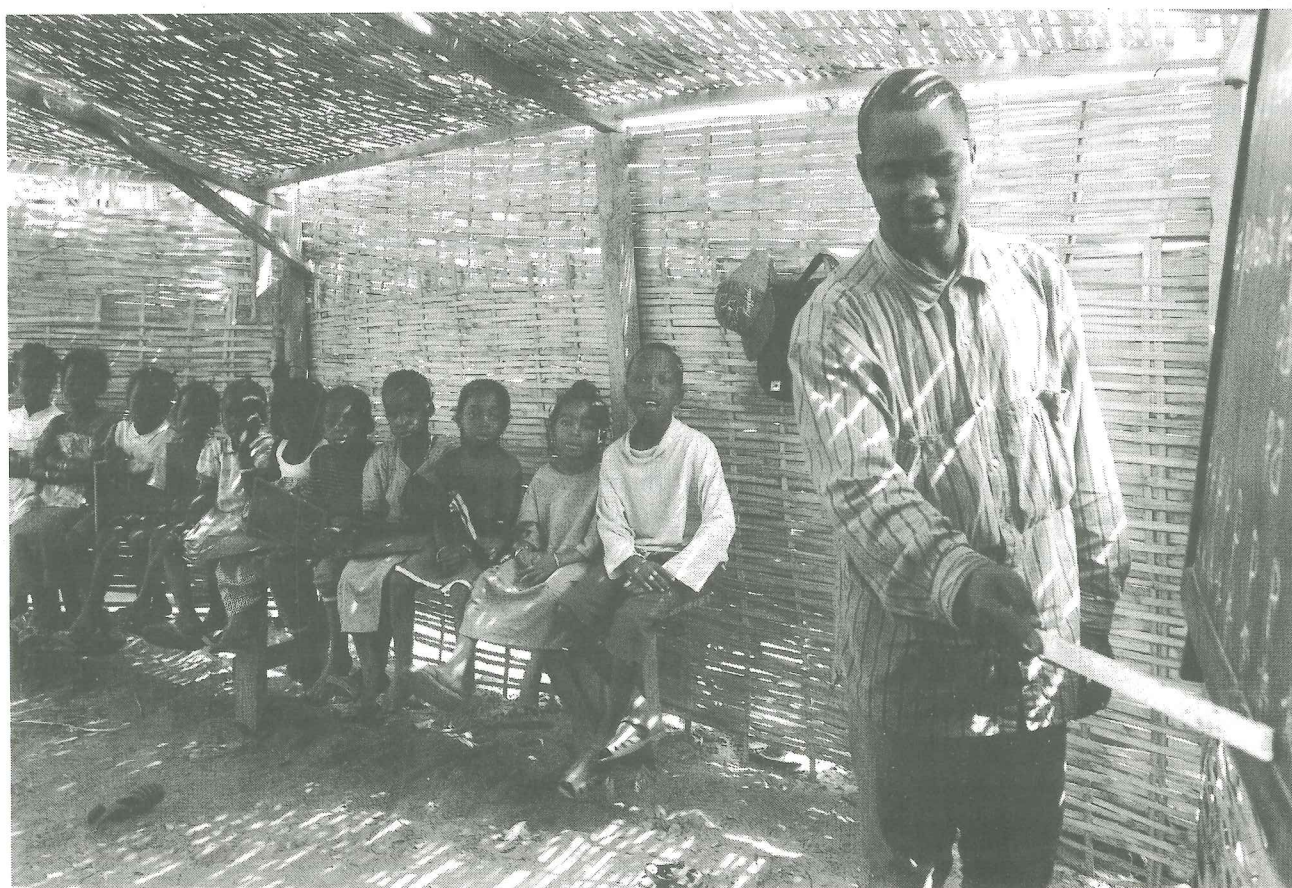


Photo : J. MAILLARD Cours d'orthographe dans une classe d'un quartier populaire de Dakar, BIT.